

## ETUDES

*Regards sur la société internationale*  
*Les minorités dans l'espace OSCE*  
*Figures et configurations étatiques*



REGARDS  
SUR LA SOCIÉTÉ INTERNATIONALE

Jean-Louis MARTRES

*La puissance comme lieu commun des Relations internationales.  
Le retour de la puissance*

Jean-François GUILHAUDIS

*Terrorisme et relations internationales. Après le 11 septembre,  
la relation terroriste au cœur des relations internationales*

Jean-Pierre COLIN

*Variations sur la justice internationale*



# LA PUISSANCE COMME LIEU COMMUN DES RELATIONS INTERNATIONALES

LE RETOUR DE LA PUISSANCE

PAR

JEAN-LOUIS MARTRES (\*)

Il est inutile d'ironiser sur les limites des théories «transnationalistes» après le 11 septembre suivi de la guerre des Etats-Unis contre l'Afghanistan puis de celle contre l'Iraq : nous avons déjà souligné l'irénisme de cette doctrine (1). Aujourd'hui, on parle plus volontiers de «retour de l'Etat» (2). Il faut tout de même s'interroger sur cette nouvelle formule : l'Etat est-il puissant ou impuissant, malgré son «retour»? et, alors, comment définir théoriquement la «Puissance»?

La puissance est aussi contestée que l'esthétique – où chacun peut arguer de ses goûts – pour trancher de façon péremptoire. Poursuivons cette métaphore. Chacun sait ce qu'est la beauté pour en éprouver les effets : elle apparaît comme une évidence à celui qui la ressent. A partir de là, on peut essayer d'en chercher les secrets : les arpenteurs quantitativistes s'empresseront de prendre les mensurations et plus celles-ci s'approcheront de l'archétype idéal, mieux on saura «scientifiquement» les «causes» de la séduction; à cela peuvent s'ajouter des avantages matériels, eux aussi mesurables, tels que le montant de la dot; peut-être une intelligence ou une compétence attestée par des diplômes ajoutera encore au charme de la créature, sans compter le capital virginité qui, pour certains, constitue toujours une garantie de sérieux ou de fidélité! La beauté existe donc, puisqu'elle est mesurable!

A-t-on ainsi vraiment fait le tour du problème? Certes pas. La statue s'anime et entre en relation avec le monde où elle cherche à prospérer. Que fera-t-elle alors? Prenant conscience de ses avantages et de ses faiblesses, elle visera à cacher les secondes pour bien mettre en valeur les premiers. Coiffure, vestiaire, fards dissimuleront les misères afin de tromper le mieux possible le soupirant. Et qu'importent les réveils où la vérité nue s'affi-

(\*) Professeur de Science politique à l'Université Montesquieu (Bordeaux IV, France) et président-fondateur du Centre d'analyse politique comparée, de géostratégie et de relations internationales (CAPCGRI) de l'Université Montesquieu.

(1) Jean-Louis MARTRES, «De la nécessité d'une théorie des relations internationales. L'illusion paradigmatique», *Annuaire française de relations internationales*, vol. IV, 2003.

(2) Cf. à ce sujet l'ouvrage stimulant de Samy COHEN, *La Résistance des Etats. Les démocraties face à la mondialisation*, Le Seuil, Paris, 2003.

chera, car il sera trop tard, la capture aura eu lieu. Il n'est pas non plus inutile d'invoquer le charme de certaines personnes qui, dépassant les canons de la beauté classique, séduisent et captivent : leur mystère est intact puisqu'il relève d'une magie incalculable. Des chefs d'Etat ont ainsi acquis une autorité et un prestige que les ressources de leurs Etats ne leur permettaient pas d'espérer. Cet art de la diplomatie, de la ruse, de l'intrigue et de la stratégie est lui aussi inséparable de la beauté en action. Nous avons ainsi trouvé une autre dimension à la séduction ou à la puissance en mettant en évidence l'influence que chacun recherche à partir de ses capacités de base : la puissance comme la beauté est ressource et influence.

A partir de ces considérations inactuelles, nous pouvons alors essayer de donner la définition suivante : la puissance est le cumul des forces réelles et potentielles d'un acteur, utilisée avec plus ou moins d'habileté au moment de relations établies pour la satisfaction des intérêts jugés vitaux, à un moment précis d'un système international. Reste à savoir comment celle-là se construit et se déploie. A ce niveau, il apparaît possible de distinguer deux phases, l'une concernant la construction et l'évaluation des ressources, l'autre, plus énigmatique, centrée sur le moment de la mise en œuvre de la puissance.

#### CONSTRUCTION ET EVALUATION DES RESSOURCES : LA PUISSANCE COMME CUMUL DE RESSOURCES

Il est incontestable que, dans la puissance, il y a une référence aux ressources de l'acteur : les forces militaires, mais aussi l'économie, la situation géographique, la culture, la population jouent un rôle certain.

La première tentation consiste évidemment à quantifier ces données dans l'espoir de découvrir une sorte de mathématique sociale débouchant sur des modèles de comportement «scientifiquement» fondés. L'influence des méthodes économiques, avec leur appareil statistique, donne une première esquisse de réponse, avec l'idée sous-jacente que les acteurs ont intérêt à maximiser leurs gains et minimiser leurs pertes. Autrement dit, il existerait une rationalité identifiable dans le comportement des Etats, attachés à la défense de leurs intérêts vitaux à la condition évidemment que les concepts de gains, de pertes, d'intérêts vitaux puissent faire l'objet d'une définition stable et acceptée par tous, ce qui n'est pas le cas. La prudence incite à penser que le phénomène n'est pas susceptible d'une mesure, mais d'une évaluation où interviennent des données quantifiables.

La seconde tentation concerne le désir de trouver un facteur déterminant en dernier ressort. Cette vision causaliste et déterministe a fondé ses espoirs tantôt sur la puissance militaire tantôt sur l'économie, avec le marxisme et l'impérialisme, tantôt sur l'espace avec la géopolitique. A l'intérieur même

de cette dernière discipline, les auteurs ont poussé plus loin la quête et, en fonction de leurs compétences particulières, en sont venus à isoler ce facteur dans l'espace terrestre avec MacKinder, dans la mer avec Mahan, dans l'air avec Seversky. L'inventaire des thèses qu'ils défendent ne débouche pas forcément sur une synthèse acceptable, encore que nombre de leurs analyses sectorielles restent séduisantes et fondées. L'idée sur laquelle tous peuvent se mettre d'accord reste l'existence de facteurs de puissance, au sens instrumental du terme, isolables et identifiables. A partir de là encore faut-il remarquer qu'il est indispensable de les séparer avec précision, car ils délivrent des moyens d'influence spécifiques. Il n'est donc pas possible, comme le fait Cline, de les additionner, car leur somme n'a qu'un sens très relatif.

Autrement dit, il est souhaitable de recueillir les données de chaque facteur et de les comparer avec celles des autres – car sans comparaison, les chiffres n'ont que peu d'importance. C'est d'ailleurs dans ce sens que travaillent tous les analystes quantitativistes du facteur militaire, économique ou démographique. A condition une fois encore de prendre la précaution de considérer que le fait de les saisir de façon statique les ampute d'une dimension essentielle, celle du mouvement constant. En outre convient-il de garder à l'esprit qu'il n'y a pas de déductions fiables en termes de puissance à partir de la simple mesure des ressources.

Car il ne faut pas confondre les données brutes de chaque facteur délivrées par les spécialistes d'une discipline et leur traitement dans l'optique des Relations internationales. Il est relativement indifférent à un géographe de savoir que telle montagne escarpée a empêché l'expansion de tel Etat, si ce n'est pour apprécier les mouvements de population. Or, ce qui intéresse notre discipline, ce sont précisément les évaluations en termes de force ou de faiblesse que peut fournir chacun des facteurs de puissance. La méthode proposée concerne donc un traitement spécifique des données brutes pour en tirer un profit plus particulièrement politique.

Prenons l'exemple de l'économie. De fortes pesanteurs, issues du marxisme, en font un facteur essentiel de la puissance. Cependant, les liens avec les acteurs politiques sont extrêmement ambigus : les firmes constituent des entités autonomes poursuivant des buts particuliers. Ce sont des acteurs « spécialisés », qui ne s'intéressent pas *a priori* aux buts poursuivis par le pouvoir et n'obéissent pas à une seule autorité qui puisse coordonner leurs actions. Toutefois, seul un régime libéral peut leur donner cette liberté qui les autonomise et, ceci, en raison d'un choix idéologique et politique. Dans cette hypothèse quelle puissance un Etat retire-t-il de la vitalité de ses entreprises ? *A priori*, évoluant dans des sphères différentes, le principe d'indifférence prévaut comme effet naturel de leur indépendance respective. Et ce principe n'est pas à négliger, car il détermine les mentalités, la culture des acteurs et, dans la marche ordinaire des affaires, c'est la règle naturelle qui s'applique. L'Etat bien sûr retire un bénéfice personnel en ce sens que

la fiscalité lui donne les moyens de sa politique et la possibilité de convertir de la richesse en puissance, mais le pouvoir économique fuit naturellement les contraintes fiscales et réglementaires et cherche à s'émanciper de tout ce qui pèse sur ses gains. La firme a donc intérêt à devenir multinationale pour tirer profit de l'incapacité de l'Etat à sortir de ses frontières. En faisant cela, d'une certaine façon, elle transcende l'Etat, mais aussi le domestique, le contraint, lui échappe, impose ses règles monétaires et financières. D'où l'idée que le pouvoir politique s'affaiblit et entre au service du pouvoir économique, qui tire profit de son démembrement. L'idée est séduisante, mais les relations sont infiniment plus complexes.

Ce qui concerne l'Etat, c'est bien entendu la possibilité de convertir l'argent en puissance, selon la formule habituelle des programmes militaires. Cela peut aller plus loin en utilisant le système des pressions réciproques : l'expansion d'une firme à l'étranger, où elle peut peser d'un poids déterminant sur les finances et l'emploi d'un Etat, permet d'espérer utiliser ce poids à des fins politiques. Autrement dit, l'Etat peut utiliser sa force régaliennne pour plier l'entreprise à ses fins. Les Etats les plus puissants peuvent considérer que ces prolongations tentaculaires sont utiles, sans être sûrs, toutefois, de pouvoir contrôler réellement cette influence. De la même façon, une entreprise dont l'Etat dépend totalement peut être contrainte de mettre son pouvoir spécifique à son service : c'est le cas des républiques bananières. Cependant, l'hypothèse la plus fréquente reste le principe d'indifférence des deux types de pouvoir, les coalitions n'intervenant que pour des occasions marginales. Dans le système actuel, le danger le plus redouté par l'Etat concerne le domaine monétaire, car il peut être sanctionné par le marché des capitaux si sa politique ne procure plus la sécurité et la stabilité que réclament les entreprises. Il peut alors être soumis à des cyclones dévastateurs liés à la spéculation internationale. Rien n'indique cependant que si les Etats se sentent menacés, ils ne trouvent dans leur arsenal juridique et diplomatique les moyens de contrer le danger. Le péril n'implique pas l'absence de remèdes précisément issus de la puissance régaliennne des Etats. Le sort du combat n'est pas certain, pas plus d'ailleurs qu'il n'est prouvé que l'Etat se sente réellement menacé.

Donc, l'analyse du facteur économique de la puissance concerne moins la mesure de la capacité économique que la capacité de l'Etat à utiliser cette ressource pour ses fins propres. L'étude doit porter par conséquent sur cette conversion, sur les risques de dépendance de l'Etat, le pouvoir de manipulation extérieure qu'il en retire et sur les limites de ce pouvoir. Ainsi, lorsque la dépendance énergétique du pétrole se fait sentir en France, l'Etat réagit en lançant un programme nucléaire qui neutralise cette source de faiblesse. De la même façon, lorsque les Etats-Unis se sont sentis en danger du fait de la production japonaise, leur Président a brandi l'arme tarifaire en menaçant les constructeurs automobiles nippons de doubler les droits de

douane. Toutefois, la manipulation reste délicate, comme le montrent les mesures d'embargo : en refusant les livraisons de céréales à l'URSS, les Etats-Unis ruinèrent leurs fermiers, affaiblirent leur transport maritime et encouragèrent l'Argentine et le Canada à profiter de leur absence. En dehors donc de quelques cas, l'intérêt de l'économie réside dans la capacité potentielle de convertir de la richesse en niveaux significatifs.

On pourrait même dire, de façon paradoxale, que l'économie n'a pour les Etats qu'une importance virtuelle, en ce qu'elle est appréciée par les autres Etats comme la source potentielle de moyens d'action. La puissance tirée de l'économie vient autant de l'appréciation d'autrui que de sa capacité spécifique. Elle est située dans l'imaginaire; qui suppose une capacité de conversion, qui dispense l'Etat d'effectuer cette même conversion. Le mirage est d'autant plus efficace que les systèmes de valeur, tant marxistes que libéraux, accordent une valeur essentielle à l'économie. Elle peut en outre devenir, dans les périodes de paix, le seul lieu de lutte entre Etats et le seul moyen autorisé pour affirmer leur influence. C'est donc la configuration du système international qui détermine le rôle de l'économie dans les relations internationales plutôt que l'inverse.

Le capital économique inclut le capital symbolique de prestige et de grandeur, buts spécifiques de l'Etat. L'intérêt de l'économie dans la lutte entre Etats serait donc le fruit de l'impossible affrontement atomique et du refus, par l'opinion du pays démocratique, de régler ses litiges par les armes. Ainsi, l'Etat investit ses enjeux traditionnels dans la lutte économique, parce que le «système» international lui refuse le recours à la violence. L'illusion serait alors de croire que l'économie l'a emporté sur le politique parce que, dans une phase de l'histoire du monde, les Etats ont choisi cette arme pour se livrer à leur éternelle bataille. Cependant, ce n'est pas la même chose d'être «colonisé» par MacDonald's ou Coca-Cola que par une armée d'occupation! Il est vrai que cela partage aussi bien l'opinion entre les consommateurs, accusés de collaboration, de destruction des vertus culinaires et donc culturelles françaises d'avec les résistants héroïques qui restent fidèles au «steak frites».

Prenons un autre exemple, celui de l'analyse du facteur de puissance militaire. Il dépend comme tous les autres du moment auquel on le calcule et du type de guerre possible ou imaginé par les acteurs eux-mêmes, car le facteur peut être affecté d'un signe négatif et se transformer en facteur de faiblesse, dès lors que l'hypothèse constitutive ne se réalise pas. C'est particulièrement net pour l'armement. De la même façon – la guerre du Golfe l'a bien montré –, l'accumulation d'un arsenal ne postule pas que ses possesseurs seront à même d'en tirer le maximum potentiel : ce fut le cas de l'Iraq.

Compte tenu de ces précautions, il est possible d'établir un tableau.

1 - Guerre possible	PM = AIR PM = MER PM = TERRE PM = SUBVERSION
2 - Guerre impossible	PM = Faiblesse PE - dominant Fonction dérivée : vente d'armes

Si on considère, à un moment X, que la guerre nucléaire est impossible, l'investissement militaire, à l'exception de la sécurité interne, devient une source de faiblesse pour l'Etat. L'Allemagne et le Japon, interdits d'armements, triomphent par leur puissance économique sur l'échiquier mondial. Le blocage de la guerre fait du facteur économique le plus important moyen pour assurer la compétition entre les Etats.

En outre, l'affectation de lignes budgétaires à l'une ou l'autre des armes n'est pas neutre : l'idéal serait de miser sur l'arme à plus forte prime d'agression ou d'invulnérabilité. Tout dépend donc de l'imagination du conflit possible en un premier temps, de la capacité d'utiliser l'arsenal une fois constitué et, enfin, de la nature du conflit réel. Il n'est pas évident, pour les moyennes puissances, de pouvoir couvrir tous les cas de figure, même si les pesanteurs organisationnelles y poussent. Ainsi, la France n'était pas prête pour un conflit comme celui du Golfe, bien que théoriquement elle soit en mesure de faire face à toutes les formes d'intervention militaire.

Une autre précaution s'impose donc dans l'analyse : les données fournies par les différents spécialistes de chaque facteur doivent être interprétées dans le sens force ou faiblesse ; l'inventaire ne sert à rien – ce qui fait la spécificité des Relations internationales – s'il n'est pas traduit en atouts ou en handicaps pour l'acteur. Cependant, cette obligation conduit à s'interroger sur le sens même de la puissance spécifique conférée par chacun de ces facteurs. En effet, la capacité d'influence qu'il délivre est toujours placée sous un double signe simultané de force et de faiblesse : un avantage se construit toujours au détriment d'un autre et un avantage peut devenir immédiatement un inconvénient.

Enfin, les forces réelles observables ne sont véritablement significatives que s'il est possible de les affecter d'un coefficient de variation lié à la capacité de conversion d'un facteur dans un autre. L'exemple classique est celui de la construction des *Liberty Ships* américains pendant la Seconde Guerre mondiale, où on a pu assister à la transformation rapide d'une puissance industrielle en puissance militaire. Cette possibilité est également liée, dans cette période nucléaire, à la détention de brevets attestés par des expérimentations, qui concernent l'intelligence militaire et, là encore, la souplesse de mobilisation des acteurs.

Il faut néanmoins arriver à un mode de calcul des données brutes de la puissance. La règle impérative, déjà évoquée, consiste à refuser toute addition par acteur, mais d'établir des classements hiérarchiques à l'intérieur de chaque facteur, considérés à ce niveau d'études, comme parallèles. Les tables de la puissance énoncées par Karl Deutsch fournissent un excellent exemple.

Ce principe des «hiérarchies parallèles» une fois accepté, les ressources de l'acteur apparaissent sous la forme d'une courbe reliant tous les points de classement dans les différentes colonnes. Cela permet de comprendre que la puissance n'a de sens que dans un système comparatif et qu'il n'y a aucun moyen de la définir en soi : elle est déjà, à ce simple niveau d'analyse, un phénomène relationnel. Cette courbe témoigne en outre de la singularité de chacun des acteurs, comme une sorte de fiche signalétique qui débouche sur des structures de puissance différentes : ainsi, lorsque dans le système bipolaire, les Etats-Unis et l'URSS étaient mis au sommet de la hiérarchie des blocs, on omettait de préciser que leurs structures de puissance n'étaient pas symétriques ; le concept de superpuissance faussait alors l'appréciation du phénomène en induisant une identité dont les courbes de puissance de chacune auraient montré la différence fondamentale et auraient pu enseigner que les atouts de l'URSS relevaient paradoxalement de l'idéologie et de sa capacité de subversion, alors que les Etats-Unis s'appuyaient sur leur pouvoir économique. Curieux renversement de constater que l'Etat qui revendiquait le primat de l'économique fut conduit à affronter un Etat qui vantait l'autonomie du politique et qui se battait avec des armes inverses à celles de ses valeurs ; leur seul point d'équivalence concernait la force armée, sans que cela d'ailleurs ait été fermement établi – mais les Etats-Unis trouvaient intérêt à cet équilibre qui garantissait leur pouvoir vis-à-vis des puissances moyennes.

L'étude des structures de puissance illustre l'idée de la liberté du choix stratégique dans leur constitution. Avec des ressources comparables, la Libye et le Koweït ont construit des modèles de puissance très différents. Cela est aussi vrai dans la comparaison entre la France et l'Allemagne et une grande partie de leur diplomatie s'explique par ces courbes différentes. Seulement, en faisant intervenir la structure de puissance comme clef ultime de l'aménagement des ressources, on fait entrer un élément qualitatif plus difficile à mesurer. Or, si l'idéologie ou la culture sont la «cause» de celle-ci, elles sont aussi en aval la condition de sa mobilité et de son adaptation aux circonstances ; elles infèrent également sur la gestion de la puissance dans la relation d'influence.

Il ne faudrait cependant pas exagérer l'importance du système de valeur au point de renoncer à toute mesure des ressources. En effet, l'observation des résultats trouvés à l'issue de l'application du principe des «hiérarchies parallèles» fait apparaître une typologie des structures, correspondant à des

rangs ou des types de puissance. Dans les cas les plus classiques, la puissance militaire est le reflet de la puissance économique par les ressources de l'acteur. Autrement dit, cette corrélation ouvre une autre porte pour la mesure de la puissance : il existe des facteurs primaires constitués par les ressources objectives d'un territoire, donc aisément appréciables ; puis des ressources secondaires comme la puissance militaire ou économique, qui sont le fruit de la transformation politique des ressources primaires. La médiation par les valeurs et le pouvoir intervient donc dès l'analyse quantitative des données, ce qui permet d'évaluer la capacité du politique à transformer les ressources primaires en secondaires et fait intervenir les qualités culturelles d'une population.

Il serait donc possible, à partir de cette grille de lecture, non pas d'éliminer l'analyse quantitative des ressources, mais d'y trouver des critères de compétence ou d'évaluation du politique : précisément, ce serait la capacité à mobiliser les ressources pour obtenir une optimisation au niveau économique et militaire. Il est donc nécessaire d'introduire dans un premier tableau l'inventaire des ressources primaires. Il ne doit pas être difficile pour un économiste de trouver un système de calcul, pour mesurer la relation existante entre les ressources primaires et la structure de la population. Plutôt que de refuser les mesures quantitatives de la puissance et de les considérer comme utopiques dans leurs ambitions, reconnaissons qu'elles ont le mérite d'intégrer une possibilité d'évaluation qualitative d'un acteur.

On peut alors tenter de tracer un portrait global de la puissance en termes de cumul de ressources. Non parce que la méthode scientifique oblige à le faire, mais pour suivre empiriquement la démarche évaluative des décideurs – car aucun acteur des relations internationales ne peut agir sans s'être livré auparavant à cette opération. Or, la question, relativement académique, a été traitée depuis les origines par maints conseillers du Prince, suffisamment pour que l'essentiel ait été dit même si le vocabulaire a changé.

Toutes les ressources sont traditionnellement liées au territoire, qui est le support naturel du pouvoir. L'Etat cumule donc une série de facteurs qu'il a eu la chance de posséder et l'habileté de développer. Le seul élément changeant dans cette appréciation provient de la complexification du concept d'espace : dans la configuration actuelle, la société internationale ressemble davantage à un millefeuille – cette pâtisserie qui unit par la crème une pluralité de couches feuilletées superposées –, alors que, dans la période classique du développement de l'Etat, l'espace représenté par un planisphère coïncidait avec la réalité de cellules étatiques de type amibien, bornées par des frontières fixes.

La mondialisation de l'économie témoigne de la création d'un espace abstrait, transcendant l'Etat : la puissance se trouve ainsi déterritorialisée, obéissant à ses propres contraintes, avec ses capitales financières, ses règles

de combat, permettant à certains *condottieri* de se créer des principautés «virtuelles» dont ils s'assurent la maîtrise. Cela peut également être observé pour les aires culturelles et idéologiques, comme ce fut le cas pour le communisme de l'URSS ou l'Islam intégriste : là encore, les capitales changent avec les règles du jeu et les techniques de bataille. Bien entendu, l'espace stratégique a évolué, donnant à l'air et au fond de la mer une importance capitale dans l'hypothèse d'un conflit armé.

Remarquons que cette superposition d'espaces dépasse les frontières de l'Etat mais ne le laisse pas désarmé. En effet, chacun de ces espaces fait l'objet d'une appropriation et d'une utilisation par de nombreux acteurs. L'Etat participe au jeu et, s'il est vrai qu'il peut en ressentir les contraintes, il lui est tout aussi loisible de les utiliser comme ressources et de participer au combat à de multiples niveaux. Ainsi, les Etats-Unis ne sont pas sans influence sur la monnaie de différents pays, même s'ils peuvent redouter l'effondrement de pays comme le Mexique ou le refus par certains pays sous-développés de payer la dette. Les facilités qu'ils tirent de leur détention d'une monnaie de réserve sont nombreuses – cela leur permet de mener des actions de représailles en direction du Japon. De la même façon, leurs progrès dans la technique militaire leur assurent une prédominance et un niveau de puissance qu'aucune autre puissance ne peut leur disputer.

La première séquence quantitative du tableau des ressources induit une évaluation qualitative en mesurant la transformation du potentiel en données objectives de la puissance économique et militaire. De plus, la typologie des structures qui n'a de sens, rappelons-le, que dans une série de courbes comparatives, fait apparaître des profils normaux ou aberrants. On peut entendre par «aberrants» tous les écarts négatifs ou positifs par rapport à une sorte de «profil idéal de normalité», identique à celui qui est calculé pour les matrices nulles des économistes étudiant le commerce extérieur. Ces «aberrations» ouvrent la voie à des manipulations stratégiques – en effet, la découverte d'un signal négatif permet d'initier des politiques en vue de déstabiliser l'acteur – et font apparaître déjà en pointillé les stratégies utilisables dans les relations d'influence.

Il ne faut pas oublier d'ailleurs dans ce cadre le *feed-back* des analyses quantitatives en termes d'image, précisément parce que la lecture des chiffres a déjà un effet d'influence sur les gouvernants. Ainsi, l'accumulation d'un arsenal, même inutilisable, donne l'impression de la puissance militaire qui, par sa seule existence, joue un rôle dissuasif ou d'intimidation : l'évaluation de la puissance de Saddam Hussein, jugée d'après son armement comme détenteur de la 4<sup>e</sup> armée du monde, en est un exemple ; il en est allé de même dans la course aux armements entre les deux Grands pendant toute la durée de la Guerre froide. Dans ce cas, cela suppose que les gouvernants aient l'habileté de construire des artefacts symboliques de la puissance, mais n'aient pas la volonté de s'en servir, car le test de validité

infligé par la réalité pourrait être cruel : on peut interpréter dans ce sens la force de frappe française.

Ainsi donc, l'alternance des séries chiffrées et des évaluations qualitatives n'est pas un obstacle méthodologique à ce calcul de la puissance, mais une invitation au raffinement des analyses dans le sens de la variation de ses manifestations. La puissance n'est pas limitée à l'inventaire des ressources. Faut-il encore savoir les utiliser, ce qui relève davantage de l'art de la politique que d'un déterminisme mécanique.

LA PUISSANCE EN ACTION OU LA RELATION D'INFLUENCE :  
LA FIGURE D'ULYSSE

Il ne faut pas chercher la puissance là où elle n'est pas et en tout cas ne pas lier la politique de puissance à la guerre : au contraire, la paix, c'est l'évidence de la puissance, la guerre son incertitude. Parce qu'il existe des zones floues, laissées à l'appréciation de quiconque veut tenter sa chance, le trouble survient et la paix est menacée. Précisons ce point paradoxal, qui fait de la violence réelle l'accident de la puissance et non son principe : finalement, au temps du système bipolaire, la puissance était concentrée dans deux acteurs et cela a assuré une paix de cinquante ans dans la zone centrale du système ; tous les conflits nouveaux dans cette période provenaient des incertitudes sur l'attachement réel des Etats-Unis ou de l'URSS à un territoire, sur leur volonté de s'engager à le défendre, sur leur capacité de résistance à une dissidence ou à une attaque. Les relations internationales correspondent à un sondage permanent de la puissance de l'autre et c'est de la nature même de la diplomatie que d'être l'agent scrutateur de ses plus infimes variations.

L'assimilation au moyen exclusif de la force donne donc une vision partielle du phénomène. Il est vrai que cela a correspondu à des phases historiques où ils étaient confondus : il paraissait à certaines époques que le meilleur moyen pour imposer sa volonté à l'autre était de le contraindre par les armes. Moyen radical s'il en fut, il permettait d'obtenir un gain ou de subir une perte en toute clarté au moment de la fin du conflit. Le développement historique des armées – qui continuent d'ailleurs d'occuper une place importante dans la panoplie dont disposent les Etats – et de l'art militaire est étroitement lié à cette conception. Cependant, l'opinion des pays démocratiques n'a plus de ces enthousiasmes charmants qui rendaient les guerres fraîches et joyeuses : la mort en direct de ses soldats à la télévision ne semble pas devoir être considérée comme un spectacle acceptable, sauf bien sûr s'il s'agit de pays étrangers dont on peut ainsi mesurer la barbarie et la sauvagerie.

En outre, il convient d'ajouter que le recours au feu nucléaire a trouvé en lui-même l'impossibilité de son utilisation. Néanmoins, le désir de contraindre l'autre n'a pas pour autant disparu. On dut trouver des moyens différents pour arriver au résultat souhaité. Et l'imagination n'est jamais à court dans ce domaine : les gouvernants tentèrent d'utiliser l'économie et l'idéologie, qui se militarisèrent en devenant des outils stratégiques, ainsi que l'illustre l'extension du vocabulaire stratégique à des domaines pour lesquels il n'avait pas été formé – il serait d'ailleurs intéressant de relire Machiavel ou Clausewitz en remplaçant tous les mots militaires ou affectés à la conquête par ceux qui concernent les OPA et autres restructurations économiques.

Certains en déduisent alors que la puissance a disparu parce que le droit tend à rendre la violence illégitime. C'est bien là où est le piège : la puissance n'a pas disparu ; elle se confond avec la hiérarchie des acteurs et s'identifie à la structure du système qu'elle génère. Autrefois, le protocole des cours désignait des places précises à la hiérarchie religieuse ou à celle des Etats, en distinguant bien la supériorité de l'Empereur par rapport aux Rois ou aux Princes souverains. Cette hiérarchie lisible a fait place à une autre, dissimulée par l'égalité démocratique reconnue aux Etats ; elle subsiste, mais à ce point « interne » dans les comportements, qu'elle n'est même plus visible. Il suffit pour s'en persuader de constater l'effet d'une coalition France, Grande-Bretagne et Allemagne dans le processus de décision européen : les « petites » puissances s'inclinent dès lors qu'ils la constatent. De même, la parole du Président des Etats-Unis attire immédiatement l'attention quand on sait que la position de son pays dans un conflit peut être déterminante pour son issue.

La puissance induit un « effet de statut » qui dispense le détenteur de certains atouts supplémentaires pour convaincre. Bien entendu, cet effet est lié à une objectivité de la puissance qui se manifeste par des attributs incontestables, comme la force armée ou la richesse économique. Seulement, les manifestations de celles-ci peuvent être « illimitées » dans leur forme symbolique ; se produit alors une distorsion entre l'apparence et la réalité : il y a des géants qui sont simplement montés sur des échasses. Tout le jeu des acteurs vise à être pris pour ce qu'ils ne sont pas ou tout au moins à le faire croire. La puissance appelle le mirage et se réalise le plus souvent dans des affrontements verbaux.

Le principe de l'évidence connaît une première distorsion due à la ruse, avant que d'en connaître une autre, liée aux fonctions attribuées par le système international.

Il est surprenant de constater que la majorité des études sur les relations internationales évite de mettre en scène les ruses, les intrigues et les stratagèmes en la matière. Comme si toutes ces manifestations de l'habileté avaient disparu et que l'homme, devenu rationnel et démocrate, en avait

oublié les secrets et perdu le souvenir d'Ulysse. Chaque fois que l'analyse des images est approfondie, dans l'œuvre d'Holsti ou de Kleineberg, par exemple, la tendance conduit à n'y voir que des atteintes subies à la rationalité supposée des acteurs. Que le système de valeur soit un «obstacle» à l'application des modèles fournis par la logique mathématique, cela paraît évident puisqu'il décide de l'appréciation des choses et fixe les enjeux des conflits.

Toutefois, de quelle rationalité parle-t-on? La comparaison est toujours faite avec une rationalité logique de type mathématique, supposant tous les paramètres connus. Or, cette référence est tout à fait artificielle : elle ne peut servir que de métaphore pour désigner un état idéal où toutes les données d'un problème seraient révélées. La rationalité sociale n'a pas ce sens, car elle est complexe et s'oppose au «simplisme» mathématique avec lequel on la compare. Lorsque Allison découvre les pesanteurs organisationnelles ou les préférences de politique intérieure de Kennedy, il n'est pas nécessaire d'en inférer que la théorie stratégique est prise en défaut. Dans les calculs de ressources pour une intervention, ce dont il est tenu compte, ce sont toujours les ressources disponibles et réelles ; peu importe qu'elles ne représentent pas le potentiel maximum et que les stratèges n'aient pas prévu le conflit réel. De la même façon, il est tout à fait logique qu'un acteur vise à satisfaire deux enjeux et recherche la solution optimale pour atteindre les deux, ce que fit Kennedy, qui voulait à la fois chasser les fusées russes et ne pas mécontenter son opinion publique pour être réélu.

Cette perturbation de l'ordre «rationnel» se retrouve également chez tous ceux qui font remarquer le poids des structures organisationnelles sur la liberté de choix, tel que cela a été démontré pour la crise de Cuba. Cependant, ces démonstrations, remarquables, perdent de leur pertinence dès lors qu'elles ne sont appréciées qu'en tant que limites à l'analyse rationnelle. Or, paradoxalement, les guérillas, les entreprises terroristes recourent de plus en plus au modèle de subversion, de luttes psychologiques, qu'avait déjà parfaitement aperçu Sun Tzu. S'il y a des figures où l'image et les valeurs paralysent l'acteur en le rendant myope, dans d'autres cas, cela peut devenir un formidable outil de manipulation stratégique.

On ne doit pas oublier les discours d'Aristote sur la dictature de la modération entretenue par les apparences, de Machiavel, de Han Feï tenant le même propos, qui justement enseignent les manipulations de l'image princière ou les secrets de la propagande. Or, l'art diplomatique s'est toujours référé à ces modèles et continue à le faire. Il ne s'agit que de pièges, de stratagèmes pour dissimuler les enjeux réels, de jeux de mots pour ouvrir à l'interprétation ultérieure, des moyens de fuite devant des contraintes pourtant apparemment consenties. Il est vrai que l'éloge de la transparence congue comme une vertu démocratique rejoint le refus de certains d'un paradigme rationnel d'explication de relations internationales pour condamner

le phénomène. Pourtant, celui-ci n'a pas disparu. Le *bluff* est dénoncé quand Khrouchtchev annonce la sanctuarisation de l'URSS avec la mise à l'abri de la seconde frappe atomique; il est plus faiblement évoqué quand Reagan lance son programme LDS : or, la guerre des étoiles s'appuyait sur de faibles réalisations, qui ont accéléré la chute de l'URSS dans la mesure où elle était dans l'incapacité de suivre.

On peut tout aussi bien analyser la politique étrangère gaulliste comme une ruse minutieusement concertée pour réunir tous les symboles d'une grande puissance, afin de pouvoir en tenir le discours : la force de frappe était un leurre technologique où tout semblait orchestré dans le but de posséder les apparences de la puissance, alors que la substance faisait défaut; quand un observateur faisait remarquer que la force nucléaire n'était pas opérationnelle, ce qui était évident, il était qualifié de défaitiste ou accusé de porter atteinte à la grandeur et à l'indépendance française, car il fallait maintenir la crédibilité d'un instrument qui, bien que militaire, n'avait pas d'objectif guerrier, mais une destination politique. Cette immense opération de simulation devait permettre à la France d'apparaître en tant que grande puissance, alors qu'elle n'en avait pas les éléments constitutifs. Cela servit de socle à des discours perturbateurs à Phnom-Penh, à Montréal, au Mexique, pour défier les blocs dans leur périmètre vital. L'illusion composait ainsi le décor dont on attendait des bénéfices de prestige, de fédération du Tiers-Monde et des recettes de ventes d'armes. Cette hypertrophie du discours politique masquait la place réelle de la France dans le système pour lui confier un magistère de la parole dont on attendait des bénéfices très concrets. D'ailleurs, les *leaders* du Tiers-Monde, comme Tito, Nasser, Soekarno, Sékou Touré, ne procéderont pas différemment en simulant la complémentarité de pays que rien ne rapprochait, pour obtenir des avantages strictement personnels et limités à leurs pays.

Il faut souligner un fait très curieux concernant le mimétisme de la puissance : dès lors qu'un Etat ou un acteur parvient à un statut déterminant pour l'ensemble des relations internationales – traduit dans le langage courant par superpuissance –, la structure de son organisation tend à être imitée. On vient de le voir avec la politique française simulant la possession des armes de rang pour atteindre le club atomique ou manifestant sa puissance économique par des prototypes comme le *France* ou *Concorde*. Si ces manœuvres peuvent produire des effets certains – vente d'armes, zone d'influence africaine, médiations entre les blocs –, ces bénéfices ne sont pas définitivement acquis : arrive un moment où la construction du leurre coûte plus cher que l'avantage rapporté. Tout le problème consiste alors à choisir la puissance réelle et à se débarrasser des outils symboliques. L'entreprise n'est pas aisée quand l'opinion s'est finalement laissée séduire par des politiques de grandeur, lui redonnant un rôle que l'Histoire avait commencé à effacer. Le retour au réel peut provoquer de nombreux conflits et demande

de nombreuses années. Ainsi, la politique extérieure du général de Gaulle a laissé une empreinte telle que les gouvernants successifs n'ont pu y renoncer, même s'ils en avaient l'intention, même si elle ne correspondait plus aux nouvelles conditions historiques.

Cette analyse de la ruse fait la part belle au volontarisme et à la liberté stratégique de l'acteur. Et, en ce sens, elle s'oppose aux théories déterministes qui ne voient dans les flux internationaux que le produit de séries causales, dont il importe de connaître l'ultime chaînon pour bâtir une explication globale. L'inconvénient d'un causalisme trop mécanique réside dans l'identification d'un déterminant en dernier ressort, comme l'économie, censé donner un sens à toute la construction, effaçant ainsi toute l'action humaine comme rides à la surface de l'eau. Tout aussi périlleuse est la microanalyse des causes qui conduit à faire exploser et disparaître la possibilité d'une explication simple et cohérente. La prise en compte de toutes les variables confère à chaque fait une dimension unique et irréductible, excluant toute possibilité de reproduction. Nous sommes alors très près de l'effet « aile de papillon », où le hasard remplace la volonté dans un enchevêtrement de séries causales imprévisibles et non maîtrisables. Négliger la ruse fait disparaître l'acteur pour privilégier les forces et les tendances lourdes; exalter l'unicité du phénomène fait perdre toute logique au système des relations internationales et déboucher sur le chaos.

Ces positions irréductibles sont le reflet de conflits idéologiques entre objectivisme et subjectivisme, dont l'opposition est d'autant plus forte que chaque auteur craint par-dessus tout d'être conduit à accepter des éléments du paradigme adverse. Chacun s'efforce alors de durcir sa position et interprète les faits pour les rendre conformes à la théorie. S'ouvre alors bien entendu un conflit interdisciplinaire : les observateurs de l'influence, historiens et psycho-sociologues sont sensibles à « la » spécificité, à l'unicité des faits qu'ils décrivent et sont portés à croire que l'influence n'est pas réductible à une puissance quantitativement définie dont les effets seraient mécaniques; à l'inverse, les tenants du déterminisme voient dans chaque action le reflet logique des forces du travail dans la société.

Ce qui a déjà été évoqué à propos de ce conflit en faisant appel à la logique fractale pour le résoudre convient parfaitement ici. Pour le démontrer, il faut faire appel à plusieurs arguments. En premier lieu, le causalisme et le fonctionnalisme appliqués trop brutalement peuvent conduire à des impasses. Il est tout à fait exact que l'homme ne maîtrise pas tous les effets d'une action stratégique, quelle que soit la perfection de son sens de la prévision : lorsque les Français démantèlent les usines sidérurgiques allemandes après la guerre pour s'en emparer, ils ne voient pas qu'ils vont s'équiper avec du matériel d'avant guerre et laisser à la puissance vaincue la possibilité de tout reconstruire à neuf. En même temps, parce que, contrairement au jeu, la partie ne s'arrête jamais et les comptes ne sont pas

définitifs, la prise en compte de cet effet induit, de cette fonction va devenir la cause de la redéfinition d'une ligne politique : celle de neutraliser l'Allemagne par une étreinte institutionnelle – le mécanisme européen – afin de tirer d'elle un surcroît de puissance mondiale pour parler à sa place et une capacité de financement utile à l'agriculture hexagonale et au maintien de la zone d'influence de la France en Afrique.

De plus, il convient de tenir compte de la distance d'appréciation. Chaque fois qu'un observateur s'approche de trop près d'un phénomène, il ne peut y voir qu'un chaos incompréhensible. En revanche, en changeant le point de vue, en s'éloignant de la période, une logique apparaît qui semble légitimer l'opinion des constructeurs de système. Cela n'infère en rien qu'il existe un déterminisme moral, mais plutôt que la rencontre des différentes structures de puissance débouche sur une architecture obéissant à sa logique propre. Et c'est cela même qui conduit à orienter et limiter le jeu des acteurs. En définitive, il n'y a pas de différences telles entre les approches que l'une exclurait l'autre. Bien au contraire, elles apparaissent indissolublement complémentaires.

Il ne faut pas en déduire pour autant que les combinaisons stratégiques sont absolument libres, indéterminées et que chacun peut tromper à sa guise : elles sont finalement conditionnées par le système des relations internationales. Si on regarde, à un moment donné, la totalité des acteurs jouant ensemble, une configuration apparaît, liée aux structures de puissance et déterminée par elles : le système est une résultante déterminée par l'architecture de la puissance. Prenons l'exemple du système bipolaire : deux acteurs légitimés par leur victoire lors de la Seconde Guerre mondiale cumulent un maximum de facteurs de puissance qui les place à la tête de deux coalitions. Ni les structures de puissance, ni l'organisation des alliances ne sont pourtant de même type, ce qui aura une incidence sur le fonctionnement ultérieur du système. D'un côté une coalition libérale, tendant vers l'entropie à ses périphéries, de l'autre un système hiérarchique et planifié. Aux extrémités du système central, des acteurs mineurs font partie des enjeux du système.

Toutefois, il n'y a pas de règle du jeu obligatoire et univoque : un simple champ de possibilités est ouvert – où vont interférer de multiples facteurs et phénomènes affaiblissant la prédictibilité des actions. Au début de l'apprentissage, les acteurs se livreront à une exploration des possibles, rechercheront les limites et les grilles infranchissables, ceci ouvrant une négociation permanente. L'expédition franco-britannique de Suez illustre parfaitement ce désir des deux anciennes grandes puissances, essayant de forcer le destin, en démontrant qu'elles pouvaient encore recourir aux armes pour imposer une décision ; la réaction des Etats-Unis et de l'URSS leur rappela très vite que le désir d'intervention militaire ne leur appartenait plus en propre, mais par délégation éventuelle.

Cette turbulence initiale précède une rationalisation des relations qui permet de l'ordre. En filigrane apparaissent alors les conflits potentiels et de leurs enjeux dépendront les stratégies réelles de chacune des composantes de l'ensemble. Ceci pour dire que les enjeux sont structurellement déterminés par le système et que les stratégies sont secondes. Autrement dit, la liberté des acteurs n'est appréciable que dans le cadre de ces contraintes systémiques.

Explorons plus avant ces conflits potentiels, provenant d'une impossibilité de l'homéostasie mécanique, car le système n'est pas une pendule susceptible de donner la même heure à tout le monde. Nous ne sommes pas dans un univers de machines, mais devant un ensemble fonctionnant selon des règles infiniment plus complexes. La mécanique ne peut donner qu'une image appauvrie de la réalité sociale, car le rapprochement constant entre la régularité des machines et la notion de système conduit à un hyperfonctionnalisme permettant de découvrir un ordre préconstruit là où il n'existe que des approximations et des tentatives, les hommes n'ayant pas la conscience claire de la portée de leurs actions – ils sont toujours en position exploratoire et c'est tout le secret de l'art diplomatique (remarquons à cet égard que les commentateurs actuels se rallient tous à l'évidence d'un système bipolaire pour désigner les relations des quarante dernières années, alors que pendant toute cette époque, ils ne se sont jamais accordés ni sur sa nature ni sur ses règles de fonctionnement). Le tableau des différentes théories apporterait à cet égard une lumière particulièrement intéressante sur ce que l'on appelle un «système international».

L'influence dépend donc du système dans lequel on la calcule, sans possibilité de prétendre à une sociologie universelle et constante de son étude. On ne peut la mesurer que dans un système donné et il faut donc pour cela définir le système avant d'aborder l'influence, autrement dit avant de rechercher les formes concrètes de la puissance en action. Cette relativisation du mode de calcul n'empêche pas pour autant d'essayer de définir une méthodologie pour saisir les facettes.

Prenons le cœur du système, c'est-à-dire la relation entre les superpuissances dans la période de la bipolarité. Conformément à la théorie des deux joueurs, deux stratégies sont possibles et elles sont apparemment contradictoires : soit rechercher dans la course aux armements le retour d'une prime d'agression dont les prive l'équilibre nucléaire, soit garder le *statu quo* d'un équilibre central pour mieux assurer leur domination sur les acteurs dépendants. Nous sommes ici très proches de la stratégie militaire au sens frontal du terme. Et, effectivement, la politique des Etats-Unis et de l'URSS passe par l'agressivité et le bluff, pour revenir au *statu quo* dès lors que la course aux armements s'avère ruineuse, du bluff de Khrouchtchev à celui de Reagan pour revenir sans arrêt aux accords SALT. Ajoutons à cela que, compte tenu de l'asymétrie des structures, dès que le *statu quo*

militaire est trouvé, la compétition continue sous d'autres formes, idéologiques et subversives de la part du Kremlin, économiques pour la Maison-Blanche.

Les moyennes puissances sont tenues de s'aligner dès lors qu'elles constituent la zone d'influence de l'un ou l'autre des acteurs, mais de mauvais gré, car cela est ressenti comme une perte d'indépendance. Elles deviennent donc agressives, perturbatrices, subversives. Elles représentent les corps instables de cette chimie sociale. C'est sans doute le cas stratégique le plus intéressant et celui qui ouvre le plus d'opportunités, parfaitement lisibles, en particulier dans les politiques étrangères des puissances européennes : du grand jeu français à l'habileté allemande ou japonaise apparemment amputées du facteur militaire – signe de faiblesse symbolique, qui leur permet de se consacrer à leur puissance économique, force réelle dans l'épisode de l'équilibre de la Terreur. Toutes ayant en commun le besoin de s'intégrer pour atteindre le niveau de puissance du *leader* du bloc, ce qui provoque des représailles, des interdictions, des tensions, dès lors que la marge critique de puissance peut être atteinte et jugée dangereuse pour le *leader* : les relations entre l'Europe et les Etats-Unis l'illustrent parfaitement. La perte de souveraineté des Etats est la condition de leur montée en puissance globale.

Quant aux petites puissances, leur jeu n'est pas moins intéressant. Car il peut leur permettre de bénéficier de « primes de systèmes » s'ils savent les conquérir, leur procurant une influence plus grande que ne le laisserait supposer le simple calcul quantitatif de leur puissance. Le cas de Cuba l'illustre à merveille : limité à sa production sucrière, son sort d'île caraïbe le pousse dans l'orbite américaine, le choix du socialisme scientifique et de Moscou le fait bénéficier de subventions liées à l'attribution d'un rôle de subversion en Amérique latine ou en Afrique ; la dépendance devient alors source de puissance. A l'inverse, certains Etats qui n'avaient à négocier aucun avantage auprès des blocs Est-Ouest jouissent d'une « indépendance » totale qui, issue de l'indifférence des grandes puissances, ne leur laisse que le pouvoir de se sous-développer. Il est possible d'établir alors une curieuse corrélation entre l'influence grâce à la soumission et la faiblesse liée à l'indépendance !

Cette remarque permet de revenir sur le sens de la puissance en obligeant à se pencher sur l'échelle qui va de la faiblesse à la force - et dont le sens n'est pas évident. En effet, le recours à la notion de système international permet de montrer que le cumul des forces potentielles et réelles ne se traduit pas systématiquement par une puissance équivalente. Précisément parce que le système joue comme un allocataire de ressources dans un sens positif ou négatif et permet aux uns d'exercer une influence refusée aux autres.

En d'autres termes, un supplément de puissance peut provenir d'une fonction occupée dans le système et disparaître avec lui. Nombreux sont les acteurs qui ont employé leur diplomatie à conquérir ces « lieux de pouvoir »

pour en bénéficier : leçon parfaitement comprise par des *leaders* du Tiers-Monde, mais c'était vrai aussi pour les paradis fiscaux, la Suisse ou d'autres, chargés d'accomplir des fonctions de régulation monétaire ou financière pour le compte d'Etats qui, légitimement, ne pouvaient le faire. Les Etats les plus « abandonnés » n'étaient pas pour autant dépourvus de ressources, s'ils savaient utiliser les combinaisons stratégiques appropriées : il suffit d'évoquer la négociation du moratoire des dettes pour se rendre compte que finalement les créanciers étaient en position de faiblesse ! De la même façon, la fonction de légitimation collective, parfaitement analysée par Inis Claude, permettait à des coalitions idéologiques de créer une obligation du développement à la charge des Etats industrialisés. Le paradoxe peut être mené plus loin dans la mesure où on peut démontrer que l'attitude la plus « subversive » dans un tel système consistait à se soumettre au plus fort, à lui donner maintes démonstrations de fidélité et de docilité : ce fut le cas de l'Allemagne ou du Japon qui, au bout de quarante ans de politique, se trouvent en concurrence directe avec le *leader* de leur bloc et en mesure de traiter avec lui.

Certes, on savait déjà que les gains et les pertes n'ont pas dans le système international la même netteté que dans l'économie - ce qui d'ailleurs dévalue la comparaison si souvent utilisée entre le politique et l'économie au nom de l'idée que le politicien est un « entrepreneur » politique agissant dans un « marché ». En effet, si on apprécie la victoire de la Seconde Guerre mondiale quarante ans après, les résultats sont moins nets qu'en 1945. De la même façon, lors de la crise de Cuba, la victoire de Kennedy peut être diversement appréciée, quand on sait qu'elle a assuré la survie du régime cubain, enjeu ardemment désiré par les Soviétiques. En revanche, dans la relation économique, le gain ou la perte peuvent à un moment donné s'avérer définitifs et ne laissent aucun sursis pour permettre de renverser le sens du verdict en utilisant la durée temporelle : une entreprise détruite par une crise ou l'attaque de concurrents ne renaîtra pas.

Poursuivons notre exploration phénoménologique de la puissance par un bref aperçu du monde actuel : le monde est livré à l'anarchie et à l'anomie, l'Europe « impuissante » s'est abstenue devant le drame yougoslave, l'ONU désemparée a connu, malgré le soutien américain, des revers humiliants en Somalie, alors que les exclus du monde menacent la paix fragile et égoïste des Etats industrialisés. Lors de la guerre contre l'Iraq, le système de l'ONU a vacillé face à la volonté américaine d'intervention militaire, préparée par une ruse de la CIA concernant les armes de destruction massive. Pour compléter le tableau, ajoutons l'éclatement de l'Etat, incapable de résister aux intégrismes, déjà multinationaux, victime du terrorisme, abandonnant aux groupes privés le soin d'élaborer les règles internationales.

Où est la puissance et de quelle nature est-elle encore, sinon maléfique, pour s'être concentrée dans des groupes subversifs désirant détruire le para-

dis démocratique, à peine entrevu, au moment de l'implosion de l'URSS? Quant à celle-ci, livrée aux pires démons du nationalisme et de l'impérialisme (pourtant très visibles dans l'URSS!), elle écrase impunément les Tchétchènes et se livre aux mains de mafias. Quant à l'Asie, promise aux soubresauts de la Chine, elle s'incline devant la puissance, déjà pourrissante, d'un Japon capitaliste et toujours nationaliste. Est-ce assez noir? C'est pourtant la description apocalyptique que les augures nous délivrent tous les jours, pour le plus grand plaisir d'anathématiser les coupables fauteurs de guerre, serbes, ayatollah, sectes en tout genre, multinationales.

Et doctement dans le chaos du monde en flammes, Cassandre erre à la recherche des germes encore sains qui nous protégeraient de la corruption. Ce qui est un excellent rôle, de composition bien sûr, pour les professionnels du «bien penser». Avec les mêmes ingrédients, il est aisé de composer une symphonie plus tranquille et plus optimiste. Et très précisément, en parlant de la répartition de la puissance et de son nouvel aspect. Après la disparition de l'URSS, qui n'a pas créé exactement un vide puisque la Russie palpite encore, avec des ressources extraordinaires et une volonté bien claire de retrouver son influence, l'«Empire américain», si souvent dénoncé, se trouve en position de vainqueur; il s'est vu reprocher dans les années quatre-vingt-dix de ne pas créer un ordre international et de ne pas avoir dans les relations internationales le rôle qu'appelait leur puissance, on lui reproche l'inverse aujourd'hui, après le combat de George Bush contre «l'Axe du Mal» et les «Etats-voyous». Le Gulliver empêtré est-il maintenant amputé pour n'agir que de façon évanescence? La France, dans une position identique, saurait, elle, sans doute, construire ce nouveau monde que tous appellent, mais elle n'en a pas les moyens.

Il est bien exact que les Etats-Unis se trouvent dans une situation possible d'hégémonie et que, comme souvent dans leur histoire, où ils ont su aussi être protectionnistes, ils n'ont peut-être plus les moyens de transformer leur puissance en empire universel. Néanmoins, le mimétisme de leur structure de puissance a joué partout dans le monde, d'abord sur le plan économique, par l'adoption de l'économie de marché (socialiste pour la Chine), puis, plus timidement, révérence a été faite à la démocratie. Or, l'ordre libéral est «naturellement» inégalitaire et décentralisé. Aussi, déplorer l'anomie n'a pas d'autre sens que de regretter une organisation hiérarchique autour de valeurs idéologiques clairement définies par un Etat dominant. L'entropie libérale peut déboucher sur l'anarchie totale. Cela fait partie des possibilités d'évolution radicale du système, mais cela permet aussi l'organisation et la réglementation consensuelle. Regretter que cela reste encore de l'ordre privé en ce qui concerne certains domaines ne devrait pas empêcher de reconnaître l'intérêt et la validité de ces règles.

Quant à la prétendue disparition de l'Etat, elle a été trop vite annoncée. Certains démembrements constatés en matière d'économie ou d'idéologie

consacrent davantage l'émergence d'un nouveau type d'Etat, réduit à ses fonctions régaliennes et laissant à l'initiative privée certains domaines qu'il avait annexés à d'autres moments de son histoire. Cela ne l'empêche en rien de ressaisir son autorité par l'élaboration de normes multilatérales, évitant les conséquences désastreuses, par exemple, de l'anarchie financière ou organisant le commerce à travers l'OMC, enfin émergente. La concertation politique connaît ses enceintes comme les sommets de chefs d'Etat ou la CSDEE, de la même façon que l'intégration régionale (Mercosur, ALENA, CEE, ASEAN...) facilite la constitution de sous-ensembles mieux régulés. Mais cependant, dans tous les systèmes, les conflits potentiels sont nombreux et l'exploration des seuils critiques est encore au stade embryonnaire. En effet, ce système diffus d'organisation de la puissance multiplie les tentations (nucléaire avec la dissémination, idéologique avec les sectes et les intégristes, militaire avec les groupes terroristes, ethniques), comme si, tout d'un coup, les tensions bridées par le système hiérarchique explosaient, provoquant une phase anarchique de relaxation. La réaction sera lente, car il faut s'habituer aux périls de l'ordre libéral, avant d'y chercher des remèdes, mais l'interventionnisme américain, après le 11 septembre a repris la main dans le jeu.

La société internationale, quant à elle, a ouvert de nombreux ateliers, se livrant à des expérimentations pour tester la validité des solutions. La guerre du Golfe a montré clairement la possibilité pour certaines coalitions, conduites par les Etats-Unis, de défendre des intérêts jugés vitaux sans pour autant détruire l'équilibre local instable qui permit ainsi à Saddam Hussein de survivre aux représailles internationales. Lui-même n'avait rien fait d'autre que de tester les limites de sa liberté en tentant d'annexer le Koweït, afin de savoir si le nouvel ordre s'accommoderait d'un déplacement brutal des cloisons étatiques. On connaît la suite, mais la coalition s'est montrée plus fragile lors de la seconde guerre contre l'Iraq. En revanche, en Yougoslavie, comme en Somalie, les méthodes tentées n'ont pas semblé être au point. L'ingérence humanitaire a servi sans doute de fondement à une sorte de police internationale pour s'interposer dans les rixes violentes de populations belliqueuses, mais le moyen est resté dérisoire, calculé et n'a pu empêcher les génocides du Rwanda, même si la paix est revenue en Yougoslavie. Faut-il en conclure pour autant au déclin de la puissance? Cela rappelle étrangement le départ américain du Vietnam, qui démontrait davantage l'inefficacité des guerres limitées que la défaite américaine devant le bloc soviétique. Le fait de n'avoir jamais frappé le Nord-Vietnam dans ses parties vitales a pesé lourd sur l'issue finale.

Comment employer la puissance pour résoudre les conflits ethniques? Une expérience est tentée en laissant à chaque puissance régionale le soin de régler ses problèmes internes de dissidence. Il semble bien que ce soit le cas dans la nouvelle guerre du Caucase, jugée indispensable pour ne pas

totale­ment déstabiliser la Russie. Que faut-il penser du cas somalien ? L'enjeu était d'importance : pouvait-on reconstruire de l'extérieur un système politique interne de conciliation inter-tribale, pouvant servir de référence aux autres Etats menacés par des troubles identiques ? L'échec de l'ONU montre que si les Etats sont d'accord pour tenter cette solution, ils n'ont pas la volonté réelle d'y mettre les moyens. Et il faut bien reconnaître qu'ils ne le font pas parce qu'ils jugent l'enjeu insuffisant pour y investir des ressources qu'ils trouvent mieux employées ailleurs. Il en va de même pour la Yougoslavie : les Européens ont été divisés sur l'enjeu et ont répugné, faute d'accord, à employer la force, mais en même temps, ils ont discrédité l'ingérence policière des Nations Unies et confirmé que l'ONU ne peut devenir le lieu du pouvoir international. C'est davantage le conflit entre les souverainetés et les intérêts des Etats qui explique l'absence de solution que leur impuissance.

Il y a toujours dans un système international des périphéries qui n'intéressent personne et auquel on peut laisser une totale indépendance pour s'étriper ou se sous-développer. L'ordre libéral connaît bien évidemment ce problème et n'a jamais su le résoudre. Il est possible alors à ce niveau de dresser une première esquisse d'évaluation de l'influence et de ses modalités stratégiques. La règle du système n'est pas écrite ou institutionnelle : elle est un possible logique dérivant de l'architecture de puissance globale. Elle n'est pas non plus obligatoire, en ce sens que son non-respect n'entraîne pas forcément des sanctions, qui peuvent s'avérer impossibles ou indésirables. Elle est donc une simple hypothèse rationnelle, une tendance lourde que les acteurs peuvent valider dans la réalité par leurs comportements, à moins qu'ils s'en détournent. La réintroduction de l'aléatoire à ce niveau peut rendre perplexes ceux qui placent leurs espoirs dans la redécouverte d'un déterminisme identique à celui qu'ils croient observer dans la société interne. Toutefois, ce caractère est indispensable pour comprendre les aléas de la pratique et les incertitudes de l'Histoire ; c'est le meilleur moyen d'expliquer pourquoi, si les modèles sont fortement compréhensifs, ils sont faiblement prédictifs. Cela permet aussi de réfléchir sur le concept d'influence stratégique et d'apporter une autre touche à la notion de puissance.

Il paraît curieux, en effet, que la notion de système ait acquis auprès de certains observateurs une réputation « conservatrice ». En effet, ce jugement ne pourrait se confirmer que par un fonctionnement tendant à l'homéostasie. Ce cas est pourtant le plus rare car il suppose des conditions jamais ou pratiquement jamais réunies, à savoir la rationalité, l'information et la volonté d'agir. Surtout, le système international est une résultante des structures objectives de puissance, appuyées sur la légitimité que confère la guerre aux vainqueurs. Si, donc, cela implique un nombre limité de straté-

gies, cela postule simultanément une série de conflits multiples, aussi nécessaires au fonctionnement du système qu'à l'issue incertaine.

Ainsi s'explique le changement constant du système par un jeu dialectique, car l'issue du conflit modifie la structure du système et donc les règles du jeu. Cela débouche sur un constat bizarre, à savoir que la politique de puissance la plus efficace consiste à perfectionner sans arrêt la structure de puissance interne. C'est là où s'exerce le maximum de liberté stratégique, dans la mesure, bien sûr, où l'acteur a la pleine capacité d'améliorer ses structures, c'est-à-dire d'entraîner ses propres muscles. Dire que le système postule le conflit est de l'ordre du truisme, mais c'est pourtant la preuve même que l'homéostasie est difficile à atteindre. Cette tension permanente de tous les éléments, qui aboutit à des équilibres, permet de comprendre également que ceux-ci reposent sur des déséquilibres, des inégalités de puissance, que tout le jeu consiste à combler, du moins pour les puissances subversives.

Reste à expliquer le fait que tous s'empressent à décrire les « règles » du système bipolaire comme cela fut fait pour l'équilibre de puissance au XIX<sup>e</sup> siècle. Hormis le fait que le consentement est tardif, ces « règles » sont d'autant plus visibles que l'on s'en éloigne. Cela est parfaitement normal, car ce terme ne convient que pour désigner l'aspect macro-politique des relations internationales. De ce fait et par un effet de perspective, la puissance devient moins visible, plus diffuse au niveau micro-politique, selon le principe établi par la logique fractale, d'où la difficulté pour les historiens ou les psycho-sociologues de l'apercevoir. La lisibilité de la puissance apparaît à un point culminant dès lors qu'on envisage la structure du système, qui se confond avec les stratégies primaires et fondamentales telles que nous les avons définies.

\* \*  
\*

Comme le Beau, le Juste, le Vrai, la Puissance va-t-elle se dissoudre dans la subjectivité? Faut-il renoncer à l'utiliser comme une survie archaïque d'un discours machiavélien? Il est vrai que, dès qu'on passe de la mesure des ressources à l'évaluation de l'influence, le concept semble perdre de sa netteté. Le premier semble plus objectif, le second, en relevant de l'art de la politique, semble lui conférer un mystère inaccessible.

Cependant, en rapprochant les deux phénomènes, en unissant ressources et influence comme deux aspects de la puissance, nous trouvons un moyen d'évaluation. L'influence ne peut être comprise que comme la mise en œuvre d'une structure de puissance dans son environnement de système. La puissance en action est un langage codé que s'emploient à déchiffrer les diplomates pour pouvoir agir. Ils sont aidés en cela par la relation constante qu'ils font entre les ressources réelles et le discours pour apprécier les

distorsions, mais aussi par une analyse de la répartition des forces et des rôles dans le monde. En d'autres termes, l'aspect actif de la puissance des acteurs ne peut être découvert qu'après l'analyse du système lui-même. Cela n'a finalement rien d'étonnant : si on se livrait à la même recherche dans la société interne, il serait évident que le pouvoir d'un homme ou d'un groupe ne dépend pas exclusivement de ses ressources, mais aussi des règles instituées par la société – ce sont elles qui définissent les enjeux mais aussi les moyens pour les obtenir. Dans le milieu international, la souveraineté et l'égalité des Etats, leur droit à recourir à la force semblent postuler une autre synthèse. Il n'en est pourtant rien, même si les « règles » sont infiniment plus aléatoires et complexes que dans la société interne. Bien plus même, si elles sont moins codifiées, elles sont plus lisibles et finalement tout aussi respectées.

